

# Interview de M. François Hollande, Président de la République, dans "L'Echo Républicain" du 21 avril 2016, sur la politique économique du gouvernement.

- Vous revenez ce jeudi matin à Novo Nordisk, à Chartres, où vous étiez déjà venu en février 2014. C'est la première fois que vous revenez sur un même site. Pourquoi ?

Parce qu'il y a deux ans, les dirigeants de Novo Nordisk m'avaient présenté un investissement important et promis des créations d'emplois significatives : 150. En fait, ils en ont réalisé 200 de plus. C'est une réussite que je me devais de venir saluer. Ensuite un nouveau projet d'investissement va être annoncé par l'entreprise. Il pourrait porter sur 200 emplois supplémentaires grâce à une réponse rapide du Ministère de la Santé. Enfin, Novo Nordisk étant une entreprise étrangère, qui localise la production en France, ce déplacement est l'occasion de souligner l'attractivité de notre économie qui a été renforcée par les décisions que nous avons prises depuis 2012.

- Le monde économique (Gattaz) ne cesse de mettre au pied du mur le politique, les partis politiques se déchirent, la population dit ne plus se reconnaître, ni espérer en eux comme le montre le mouvement Nuit Debout. Au-delà des candidats à la candidature et des partis, la Ve République n'est-elle pas à bout de souffle ?

« Il y a d'abord l'aspiration à plus de démocratie, plus de participation, plus d'expression citoyenne. C'est un fait particulièrement positif. Dans le même temps, nous assistons à la montée des extrémismes, alimentés par ceux qui jouent avec les peurs et qui entretiennent l'illusion des solutions simplistes, comme la fermeture des frontières, la sortie de l'Europe ou de l'euro. Au fond, ce ne sont pas tant les institutions qui sont en cause, mais les valeurs sur lesquelles notre société s'est construite. Ma responsabilité c'est de renforcer la confiance des Français dans notre modèle social et dans notre capacité à le moderniser et à le protéger. En tant que Président de la République, quelles que soient les difficultés, je dois tenir mon cap. Montrer que l'on tient bon, que l'on avance, que l'on ne cède pas sur ce qui est l'essentiel de notre pacte républicain, tout en dialoguant et en apaisant.

- Vous avez dit sur France 2, « la France va mieux ». On entend plus souvent dire qu'elle va mal ?

« Beaucoup de vos lecteurs peuvent penser « Si ça va mieux, pourquoi ça ne va pas mieux pour moi ? ». Pourtant, économiquement, la croissance est repartie. L'investissement est dynamique, les déclarations d'embauche progressent, le bâtiment connaît une expansion depuis le début de l'année. Parallèlement les déficits reculent et les prélèvements obligatoires diminuent. L'objectif n'est pas de tresser des lauriers au gouvernement, car le mérite en revient aux Français. Les résultats viendront d'autant plus vite si nous avons cette lucidité à la fois sur ce qui s'améliore et sur ce qui reste à faire. Je vais réformer jusqu'au bout de mon mandat. Ce n'est pas une course contre la montre. C'est une démarche cohérente. Je me méfie de ceux qui veulent tout défaire comme de ceux qui veulent ne rien faire. De ceux qui nous demandent de nous barricader comme de ceux qui veulent « casser la baraque » pour s'en sortir.

- Quelle sera cette prochaine réforme ?

La loi sur la transparence pour lutter davantage contre la fraude et l'évasion fiscale. La loi Égalité-Citoyenneté pour améliorer la vie de nos quartiers, de nos écoles mais aussi pour promouvoir toutes les formes d'engagement : service civique, réponse citoyenne. Nous allons aussi renforcer la

toutes les formes d'engagement, service civique, réserve citoyenne. Nous avons aussi renforcé la formation des jeunes et des adultes, avec le soutien des Régions. Nous avons d'ailleurs bien avancé avec la Région Centre-Val de Loire sur ce sujet, car c'est une condition pour permettre à des hommes de revenir dans l'emploi.

- Vous avez aussi dit que le projet de loi Travail pouvait encore évoluer. Comment ?

Il a été corrigé et son équilibre a été trouvé. Pour les PME, car ce sont elles qui créent les emplois, les députés ont fait des propositions pour simplifier les règles et favoriser les accords qui pourraient être passés dans ces entreprises pour organiser le travail, sans remettre en cause les droits fondamentaux des salariés. Pour les jeunes, l'accompagnement vers un CDI sera renforcé. Et la garantie jeune généralisée.

- Le patronat (Gattaz) menace pourtant de stopper toute négociation si ce projet de loi évolue encore... Le politique a-t-il encore un poids face à l'économie ?

Le patronat doit comprendre qu'il ne peut pas demander à l'État de faire davantage pour alléger les charges des entreprises, sans que lui-même prenne ses responsabilités. J'insiste sur « responsabilités » au pluriel, car chacun doit s'engager. Toutes les organisations, qu'elles représentent les salariés ou les employeurs, doivent chercher le compromis, c'est lui qui assure l'équilibre de notre société. Il serait paradoxal que ceux qui demandent qu'il y ait moins d'État ne soient pas capables de négocier avec les partenaires sociaux.

- Vous avez annoncé l'an dernier plusieurs mesures pour faciliter l'investissement et l'installation des entreprises étrangères en France. Sont-elles efficaces ?

L'objectif était d'installer 300 entreprises étrangères en France par an. Nous y sommes. Nous avons connu, en 2015, par rapport à 2014, une hausse de 30 % des investissements étrangers en France. Ils ont permis la création de 30.000 emplois. L'économie française est attractive. C'était une priorité de ma politique économique, faire en sorte que, sans rien perdre de nos droits sociaux, sans rien avoir à concéder en terme de subventions, par la qualité de notre main-d'œuvre, par la force de notre innovation, par, aussi, les modes de relations sociales à l'intérieur de nos entreprises, de grands groupes étrangers viennent créer des emplois, investir et innover en France.

- Mais dans une économie mondialisée, la France a-t-elle encore les moyens de peser sur cette économie ?

Nous sommes la 5e ou 6e puissance économique mondiale. Par la force de notre diplomatie, les atouts de notre technologie et l'influence de notre culture, la France pèse sur les grands choix à l'échelle internationale. Nous agissons pour maîtriser les excès de l'économie mondialisée. Dans la lutte contre les paradis fiscaux, c'est la France, au G 20 et au G7 qui a été à l'initiative. De même, c'est la France qui intervient pour que l'Europe fixe des règles sur les grands groupes de l'économie sur Internet, et sur l'obligation de payer des impôts là où ils font leur bénéfice. Les pays libéraux ont fini par comprendre que, s'il n'y avait plus de matière imposable, il n'y aurait plus de recettes pour leur propre budget. Je continuerai à porter ces thèmes lors des prochains sommets internationaux. L'affaire des Panama Papers nous y aide.

Autre exemple, s'agissant de la négociation commerciale entre l'Europe et les États-Unis. Je le dis clairement : si des principes essentiels pour notre agriculture, notre culture ou encore la réciprocité en termes d'accès aux marchés publics étaient mis en cause, la France dirait non.

- L'Europe n'est-elle pas, elle, à bout de souffle ? La proposition d'Emmanuel Macron de revoir dans les dix-huit mois un traité fondateur avec un noyau dur de pays est-elle une bonne idée ? Oui, j'en ai fait la proposition il y a déjà plusieurs mois. Aller plus loin et plus vite avec les pays qui sont prêts à construire ensemble des politiques sur la transition énergétique, sur le numérique, sur l'Europe de la défense. Avec l'Allemagne, nous travaillons à une relance de l'Europe quel que soit le choix des Britanniques lors du référendum de juin prochain.